

Monsieur le Président du Comité Central de Libération de Paris,

Monsieur le Maire de Paris,

Mesdames et Messieurs les Maires Adjoints,

Mesdames et Messieurs les Conseillers de Paris,

Mesdames et Messieurs les Maires d'Arrondissement,

Monsieur le Préfet de Paris,

Mesdames et Messieurs les Directeurs,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Chers Camarades,

Permettez-moi, au nom du Comité du Souvenir, du Comité Central de Libération de l'Hôtel de Ville, au nom de l'Union Syndicale C.G.T., du Groupement Résistance Seine, de vous remercier d'avoir répondu à notre invitation.

En célébrant ce 66^{ème} anniversaire de la Libération de Paris, nous voulons rendre hommage aux peuples alliés qui, le 8 Mai 1945, mirent fin au nazisme.

Nous voulons rendre hommage à toutes celles et à tous ceux, qui nombreux sur notre territoire, luttèrent en faisant le sacrifice de leur vie pour la liberté de notre pays, pour le rétablissement de la République Française et de ses institutions démocratiques.

Pendant 4 ans, la France a été occupée par les nazis, et durant ces 4 années alors que de grands industriels trahissaient, la classe ouvrière résistait.

En 1944, la classe ouvrière était prête pour l'insurrection finale. Le 18 août un mot d'ordre de grève, lancé par l'Union des Syndicats C.G.T. de la Région Parisienne et l'appel du Comité Parisien de Libération ont permis de déclencher l'insurrection dès le 19 août.

L'intervention de la 2ème D.B. avec son armement lourd, a aidé les insurgés parisiens à libérer Paris.

En se libérant lui-même le peuple parisien a pris son avenir en main.

Cette Commémoration de la Libération n'est pas l'affaire des seuls participants, des survivants de l'époque, c'est un héritage à prendre et à faire fructifier parmi les générations d'aujourd'hui et de demain.

L'insurrection a permis l'installation d'un gouvernement Français, ayant entre autre pour tâche, d'appliquer le programme du Conseil National de la Résistance.

Dans un article, paru le 13 mars 2004 dans la presse, Georges Seguy, ancien Secrétaire Général de la CGT, insistait sur les objectifs de la Résistance qui n'étaient pas seulement de chasser l'envahisseur du territoire national, d'écraser la barbarie nazie et de punir les traîtres, mais d'intégrer, à la perspective de la Libération nationale, l'avènement d'une République nouvelle, indépendante, démocratique et sociale.

C'est ainsi qu'a pris corps le programme du Conseil national de la Résistance. Porteur de la marque du Front Populaire de 1936, il en portait aussi la critique quand à l'insuffisance criante de réformes de structures.

L'idée fondamentale de ce programme prévoyait qu'il ne saurait y avoir de redressement, d'instauration d'une véritable démocratie politique sans l'instauration d'une démocratie économique et sociale, impliquant l'éviction des grandes féodalités économiques et financières de la direction de l'économie.

Cette grande idée n'a pu être réalisée pleinement car les forces réformistes qui dirigeaient notre pays, dans les années qui suivirent la libération, ont cédé à la pression du grand capital international.

Aujourd'hui, dans un pays livré au pouvoir de la finance à travers les politiques ultra libérales et où l'idéologie fasciste refait surface, le patronat n'a de cesse de remettre en cause tous les acquis sociaux des salariés.

L'objectif du Medef est sans ambiguïté : il faut défaire méthodiquement tout le programme du Conseil national de la Résistance.

La politique mise en place aujourd'hui par le gouvernement répond pleinement aux exigences du patronat : attaque contre le système de retraite et de santé, privatisations, destruction de la fonction publique, remise en cause des droits syndicaux et du droit de grève, poursuite contre les militants syndicaux, mise à l'index de communautés et des immigrés, criminalisation des plus pauvres, rigueur salariale alors que des cadeaux sont largement distribués aux plus riches...

Cette politique aux relents nauséabonds est celle qu'ont combattu en leur temps les résistants.

Oui, ces temps sont dangereux pour la classe ouvrière et pour la démocratie. Ils nécessitent une riposte d'ampleur du monde du travail.

Cette cruelle réalité, vient de nous être rappelée par la crise financière, crise que l'Etat cautionne en offrant à la finance des milliards d'euros sans aucune contrepartie, sinon, celle que les actionnaires, traders, boursiers en tout genre vont se partager les bénéfices faits sur le dos des salariés, des retraités, des chômeurs...

Le Service Public, le système de Protection Sociale, le statut de la Fonction Publique, les conventions collectives, le code du travail, le droit de grève, le droit au logement, au travail, à un salaire décent, à une retraite pour tous, les libertés collectives et individuelles et d'autres fondements progressistes de notre société, sont en grande partie issues du programme du Conseil National de la Résistance.

Rien ne justifie le fait que ces conquêtes sociales soient attaquées. Bien au contraire. Les salariés doivent peser de toute leur force pour les approfondir et les étendre : c'est une question de justice sociale.

Les salariés se sont largement exprimés ces dernières années contre la remise en cause des retraites et des salaires, des statuts publics et droits privés.

La CGT n'a de cesse de rappeler que plutôt que d'investir dans la finance, il faut investir dans les salaires et les pensions pour relancer l'économie. Il faut relancer la consommation.

Si le gouvernement et le patronat ont une large responsabilité, le Maire de Paris en tant qu'employeur est lui aussi responsable de sa politique salariale et il peut encore faire le choix d'une amélioration des reclassements indiciaires et des déroulements de carrière ainsi que de l'augmentation des effectifs. La CGT refusera catégoriquement toute baisse de salaire comme cela se profile dans la réforme de la catégorie B.

Le peuple français a toujours su marquer son originalité, ses rapports à l'Europe. Européens attentifs et pacifiques, les français ne sauraient accepter la remise en cause des grandes conquêtes sociales.

Fidèles à l'état d'esprit de ces hommes et de ces femmes qui ont sacrifié leur vie, nous restons attachés à une Europe fondée sur les besoins des travailleurs et des populations, ainsi que des coopérations mutuellement avantageuses entre nations souveraines.

Nous voulons maintenir et développer un Service Public de qualité fondé sur les besoins véritables des usagers et des personnels.

Ces hommes et ces femmes voulaient une société humaine et juste, nous le voulons aussi.

Aujourd'hui, comme hier, les travailleurs de nos services, avec leurs organisations syndicales C.G.T., mettront tout en oeuvre pour maintenir et développer le Service Public tant au niveau national, qu'à Paris.

Le Maire de Paris après avoir immortalisé entre autres camarades, en inaugurant différents lieux à Paris, André Tollet, Rol Tanguy, Henri Kasucki qui n'ont eu de cesse, toute leur vie, de combattre le nazisme et de défendre les conquêtes sociales, n'engage pas une véritable reconquête des services publics. Il en va ainsi de la propreté de Paris, de l'eau, du domaine de l'accueil de la petite enfance.

Il ne peut y avoir de bons services publics, sans fonctionnaires en nombre suffisant, pour les faire fonctionner, sans fonctionnaires motivés par une carrière attractive et un bon salaire.

Les tentations de remise en cause des droits syndicaux et du droit de grève sont grandes dans notre pays.

Aujourd'hui, comme hier, nous ne laisserons pas museler le mouvement social tandis que s'installe un climat de peur et de suspicion entretenu.

Aujourd'hui, comme hier, les temps ne sont pas les mêmes, mais se ressemblent étrangement. Le gouvernement, les médias qualifient de saboteurs, de terroristes, de prises d'otage les actions syndicales, n'hésitant pas à emprisonner des syndicalistes, tout comme les nazis qualifiaient d'actes terroristes les actions de la Résistance.

Mais qui sont les terroristes ? C'est bien le patronat et le gouvernement qui dilapident les acquis de la résistance.

Dans le sillon de nos anciens, nous relevons le défi de la lutte pour la satisfaction des besoins sociaux et l'éradication de la pauvreté opposés à l'égoïsme des plus riches qui bénéficient aujourd'hui d'un bouclier fiscal qui laisse pantois, tant la fortune amassée par les plus riches est immense.

Toutes les évolutions de la société, aujourd'hui, comme demain, doivent être tournées vers le bonheur de l'être humain et la préservation de notre planète. Les progrès extraordinaires des moyens technologiques bien maîtrisés le permettent.

C'est bien pourquoi, en ce troisième millénaire, il n'est plus possible d'accepter de voir se développer à une vitesse effrayante la misère, la précarité, l'exclusion.

Il n'est plus possible aujourd'hui d'accepter que des millions de personnes ne puissent pas se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner décentement dans notre pays.

Il n'est plus possible d'accepter, qu'encore aujourd'hui, en France et dans le monde, la recherche de profits maximums sacrifie les êtres humains et que des millions de salariés se retrouvent sans travail et de fait "mis au ban de la société".

Fabris, Caterpillar, Continental, Sanofi Aventis, Molex, Aubade, Freescale, Rencast... ou encore RFI, TDF..., entreprises ou sites confrontés aux restructurations, délocalisations, plans « sociaux » ou liquidation en tous genres. Autant de salariés sacrifiés au nom de la rentabilité financière des actionnaires et que l'Etat n'a pas aidé comme il a aidé la finance, les banques alors qu'il aurait pu les nationaliser. Au contraire, il continue d'aggraver la situation en poursuivant les privatisations comme celle de La Poste.

La « réforme » des retraites que veut aujourd'hui imposer le gouvernement n'est pas acceptable. Elle est une étape dans la volonté du patronat, qui a collaboré, de supprimer notre système de retraite. D'autres financements sont possibles comme le revendique la CGT. C'est une question de choix politique entre le capital et le travail.

La Sécurité Sociale est un héritage national du programme du Conseil national de la Résistance, qui ne peut être vidé de son contenu. Notre centre de Sécurité Sociale professionnel 602, ses correspondants en sont des acteurs essentiels et doivent être préservés et étendus dans chaque Direction de la Ville de Paris.

Aujourd'hui, le gouvernement cherche les boucs émissaires pour masquer sa politique mortifère envers la classe ouvrière. Jeunes des banlieues, immigrés, sans-papiers, gens du voyage sont livrés à la vindicte populaire. Le gouvernement n'hésite à recourir à une politique raciste pour diviser les travailleurs. Il est de notre honneur de s'opposer de toutes nos forces à cette bestialité aux relents de fascisme.

Oui, vraiment tous ces fléaux doivent être combattus, avec encore plus de détermination. Il devient urgent de redonner à notre jeunesse les perspectives d'un avenir meilleur. C'est bien pour ce combat là que sont tombés celles et ceux à qui nous rendons hommage aujourd'hui.

C'est pourquoi,

- Aujourd'hui comme demain, il convient de prendre des mesures économiques et législatives réellement anticapitalistes pour opérer des choix décisifs alliant les intérêts de la Nation à ceux du monde du travail.

- La France se doit de respecter le courage de son peuple, de ces femmes, de ces hommes qui dans les durs moments de l'occupation, à tous les échelons de notre société, ont su, par delà leurs idées, se retrouver et faire face ensemble à l'adversité.

- Au plan national et international, les forces d'extrême droite, continuent d'avoir une influence qu'il ne faut pas négliger, et qui constitue un danger pour la démocratie et les libertés dans notre pays.

- Le sentiment d'injustice grandissant dans notre société ne peut que conforter les sentiments populistes portés par certains dirigeants politiques.

- Rien ne saurait justifier, ceux, qui misant sur les méfaits de notre société, font tout pour faire resurgir les réflexes racistes et xénophobes, thèmes chers au nazisme.

- Rien ne saurait non plus justifier l'attitude de ceux qui contribuent au développement de ces thèses.

- Nous condamnons fermement tous les comportements qui conduisent à entretenir le terreau de la haine raciale.

Peut-on rester sourd et aveugle face aux cris de détresse que des populations entières adressent aux dirigeants européens et internationaux ?

Peut-on rester sourd et aveugle face à ces pays où des êtres humains meurent chaque jour de faim et de soif ?

Non, rien ne saurait justifier les pratiques qui bafouent les valeurs républicaines, humanistes et de respect des droits de l'Homme qui font l'honneur et l'image de la France dans le monde ; valeurs auxquelles étaient profondément attachées celles et ceux que nous honorons aujourd'hui.

C'est aussi ce qui renforce, comme tant d'autres organisations et de personnalités, notre combat avec les sans-papiers et sans droits, les sans logis, tous les exclus de notre société.

Sans papiers et sans droit dont nous rappelons que, pour beaucoup d'entre eux, leurs parents se sont sacrifiés pour la France dans les deux guerres mondiales.

La France, terre d'asile, doit le rester. Nous condamnons toutes les expulsions, les arrestations de sans papiers, nous exigeons la régularisation de tous les sans papiers.

Il y a de par le monde des situations qui restent très préoccupantes et qui constituent de graves dangers pour les libertés, la démocratie et la paix.

Que ce soit au Proche-Orient, en Afrique ou dans d'autres pays, nous ne pouvons accepter de voir des nations entières basculer dans l'horreur, la violence, et des millions de victimes innocentes sacrifiées.

L'actualité nous en donne malheureusement de cruels exemples. L'Irak, l'Afghanistan, les conflits incessants entre Israël et les palestiniens sont des guerres injustes, supportées, pour l'essentiel par les habitants au nom d'intérêts purement économiques et capitalistes.

Où qu'elle soit, la guerre est toujours un drame pour les populations ; car elle draine son cortège de victimes innocentes, de destructions massives de toutes sortes. Elle laisse toujours des traces indélébiles.

Il est indispensable pour que gagne la paix que tous les peuples gagnent enfin leur liberté. A l'Est comme à l'Ouest, au Nord, au Sud, cela ne peut se faire sans qu'un nouvel ordre économique international s'installe et permette de régler au plus vite tous les problèmes, dans l'intérêt des peuples concernés, par la voie de la raison et du dialogue.

Combien de décennies vont mettre les pays touchés par les horreurs et les violences de la guerre pour se reconstruire ?

La paix est trop précieuse pour que nous ne luttions pour la préserver. Un seul souci nous guide : l'intérêt des peuples.

Le désarmement et la sécurité collective entre les nations sont autant de questions d'actualité.

Qui peut nier aujourd'hui que le développement du progrès social ne passe inévitablement par un désarmement massif, l'arrêt total et définitif des essais nucléaires.

Avec toutes les forces de paix, en France et dans le monde, nous crions : « consacrons à la vie ce qui est consacré à la mort ».

Non l'oubli n'est pas de mise, et c'est à nous qu'il revient de ne pas permettre qu'il s'installe.

L'hommage qui nous rassemble aujourd'hui, s'inscrit pleinement dans notre volonté de paix immédiate.

Nous irons d'une manière forte et volontaire, avec toutes les forces de progrès, vers toujours plus de justice sociale et économique, de démocratie et de paix. Un idéal qui animait celles et ceux qui sont tombés pour la libération de notre pays et pour lequel nous sommes réunis aujourd'hui, afin d'honorer leur mémoire.

Permettez-moi de citer parmi eux :

- JANSELME Ingénieur des Services Techniques**
- DUCOSTAL Chef de Bureau**
- LE MANER Adjoint Technique**
- MORTUREUX Sous-Brigadier**
- THOMOUX Hôpitaux Psychiatriques**
- MAURY Égoutier**
- ROBINET Cantonnier Nettoyement**
- POURCHASSE Ouvrier d'État - Service des Eaux**
- CELTON Préposé Assistance Publique**
- LATHUILLE Commis.**

A l'hommage que nous rendons à la mémoire de nos camarades, nous associons celui qu'avec toute la population parisienne nous devons au 8 élus de la capitale, Conseillers Municipaux et Généraux Communistes ainsi qu'à tous les combattants avec ou sans uniformes, fusillés pour la Libération de la France.

Au nom de tous ces hommes et de ces femmes, nous avons fait le serment de transmettre aux générations futures, les enseignements de leur lutte.

Nous leur jurons de remplir avec honneur ce solennel engagement.

Paris le 26 août 2010